



Bulletin d'information du Groupe Indépendant Libéral et Démocratique

CONGRÈS DES POUVOIRS LOCAUX ET RÉGIONAUX – CONSEIL DE L'EUROPE

MAI 2021

LA DÉMOCRATIE LOCALE GARANTE DE LA QUALITÉ DE LA DÉMOCRATIE

Marc Cools, Président du GILD

DANS CE NUMERO

LA QUALITE DE LA
DEMOCRATIE

EN MEMOIRE DE
HANS VAN BAALEN

ELECTIONS 2021

ACTIVITES

LE PLAN
COMMUNAL
D'INTEGRATION

RAPPORTS

ÊTRE LES
PRECURSEUR

TRAVAIL DES ELUS
LOCAUX FACE A LA
PANDEMIE

PROCHAINE
REUNION : 7 JUIN
14 H – 16 H 30



Pandémie oblige, la session plénière du Congrès du mois de mars a eu lieu en vidéoconférence. Deux événements marquants pour cette session : le renouvellement des différentes instances du Congrès et l'adoption d'un rapport sur nos priorités pour 2021-2026. Lorsqu'il y a trop de priorités il n'y en a aucune. Le mérite du rapport adopté, après une large concertation pendant un an avec les membres du Congrès et les différentes délégations nationales, est de limiter à **cinq** nos **priorités** :

1. Réponses locales et régionales efficaces aux crises de santé publique
2. Qualité de la démocratie représentative et de la participation citoyenne
3. Réduire les inégalités sur le terrain
4. Questions environnementales et action en faveur du climat dans les villes et régions
5. Numérisation et intelligence artificielle dans le contexte local

Les pouvoirs locaux et régionaux sont des acteurs majeurs du changement et dont l'implication est importante pour concrétiser ces objectifs.

La démocratie libérale et les valeurs qui la fondent sont aujourd'hui sous pression un peu partout en Europe. Ce n'est plus un modèle unanimement reconnu. **Notre engagement pour une démocratie vivante et de qualité est dès lors plus nécessaire que jamais.** Une telle démocratie suppose l'alliance de la démocratie représentative et de la démocratie participative. Une démocratie n'est vivante que si les citoyens s'intéressent à la chose publique. Il nous faut combattre l'indifférence trop grande de nos concitoyens vis-à-vis de la politique et les encourager à s'y intéresser. C'est tout l'enjeu de la participation citoyenne et c'est au niveau local que celle-ci peut être organisée le mieux. La démocratie participative ne doit dès lors pas être comprise en opposition mais en complémentarité avec la démocratie représentative.

La démocratie, ce sont des élus que vous pouvez interpeller directement. Ce n'est pas avoir en face de soi une lourde et impersonnelle technocratie. Les élus locaux sont à l'écoute et au service de leurs concitoyens. Ils constituent un rouage essentiel de la démocratie et sont les garants de celle-ci. La démocratie ne se bâtit pas seulement par en haut mais aussi par en bas. C'est pourquoi le niveau de pouvoir de proximité que constitue la commune est si important et mérite que nous nous engagions pour le défendre et le promouvoir. Entre autres par le suivi qu'il effectue sur le terrain de l'application dans les différents pays européens de la Charte européenne de l'autonomie locale et par ses missions d'observation des élections, notre Congrès participe à cette défense et à cette promotion de la démocratie. Une tâche passionnante qui est la nôtre en tant que membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

La session plénière de mars étant une session de renouvellement complet de la composition du Congrès, de nombreux élus locaux et régionaux sont de nouveaux membres de celui-ci et de notre groupe politique. Je leur souhaite la bienvenue et j'espère qu'ils pourront participer à la prochaine réunion de notre groupe qui sera organisée en vidéoconférence le 7 juin 2021 de 14h à 16h30.

EN MÉMOIRE DE HANS VAN BAALEN...

Le groupe GILD est attristé par le décès de Hans van Baalen, Président du parti de l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe depuis 2015 et Président de l'Internationale libérale en 2009-2014. C'est une grande perte pour les libéraux de toute l'Europe. Nos pensées vont à sa famille.

ÉLECTIONS AU CONGRÈS 2021

RENOUVELLEMENT DU BUREAU DU CONGRÈS

Lors de sa 40ème session organisée en mode virtuel les 23-24 mars 2021, le Congrès a élu comme nouveau Président M. Leendert Verbeek (Pays-Bas, SOC/V/DP) qui succède dans cette fonction à M. Anders Knappe (Suède, PPE).

Notre groupe, le GILD, sera représenté au Bureau avec voix délibérative par Mme Martine Dieschburg-Nickels (Luxembourg, vice-présidente de la Chambre des pouvoirs locaux) et par M. Andrei Novikov (Estonie, vice-président de la Chambre des Régions). Deux autres membres de notre groupe participent avec voix consultative aux réunions du Bureau : le Président du GILD M. Marc Cools (Belgique) et le Président de la commission d'actualité M. Thomas Andersson (Suède).

LE GROUPE GILD FÉLICITE TOUS SES MEMBRES ÉLUS À DE POSTES CLÉS AU CONGRÈS

CHAMBRE DES POUVOIRS LOCAUX



Vice-Présidente
Martine Dieschburg-
Nickels
(L, Luxembourg)

CHAMBRE DES RÉGIONS



Vice-Président
Andrei Novikov
(R, Estonie)

COMMISSION DE SUIVI



1^e Vice-Président
Stewart Dickson
(R, Royaume-Uni)



3^e Vice-Présidente
Randi Mondorf
(R, Danemark)

COMMISSION DES QUESTIONS D'ACTUALITÉ



Président
Thomas Andersson
(R, Suède)



4th Vice-Président
Ilсур Metshin
(L, Fédération de Russie)

COMMISSION DE LA GOUVERNANCE



3rd Vice-Président
Franck Cecconi
(R, France)



4th Vice-Présidente
Ines Swaelens
(L, Belgique)

LES ACTIVITÉS DES MEMBRES GILD

Le 8 avril 2021, **Stewart Dickson (Royaume-Uni)**, premier Vice-Président de la Commission de suivi du Congrès, a participé à la [Conférence en ligne de l'OSCE pour les conseillers locaux de Bosnie-Herzégovine](#) « Le travail des assemblées et conseils cantonaux et municipaux pendant la crise de Covid-19 ».

« L'intolérance à l'égard des groupes minoritaires et des groupes vulnérables est en hausse dans notre société », a averti le [porte-parole thématique du Congrès sur les droits de l'homme Harald Bergmann \(Pays-Bas\)](#) à la 85e séance plénière de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) le 31 mars 2021.

LE PLAN COMMUNAL D'INTEGRATION PCI

Martine Dieschbourg-Nickels, Vice-Présidente du Congrès, conseillère municipale, Strassen, Luxembourg

Le Luxembourg présente une situation démographique assez particulière. Sur les quelques 620.000 personnes qui vivent au Luxembourg, presque 50 % n'ont pas la nationalité luxembourgeoise. Ce pourcentage est encore plus élevé dans certaines communes, notamment à Strassen, où je fais partie du conseil communal. Strassen comptait au 1er janvier 2021 environ 10.200 habitants appartenant à 112 nationalités différentes, la population non-luxembourgeoise représentant 62 % de la population totale.

Il va de soi que les responsables communaux doivent relever un défi qui n'est pas des moindres : assurer une bonne qualité de vie, un bien-être et un vivre-ensemble dans le respect de chacun. Dans un premier temps nous avons effectué en collaboration avec le Centre d'études et de formations interculturelles et sociales (CEFIS) une analyse de la situation existante, c'est à dire un état des lieux et un diagnostic des besoins.

Tous les acteurs du terrain ont été consultés quant à leurs actions et leurs initiatives favorisant l'intégration. Mais c'était aussi l'occasion de nous faire part des difficultés rencontrées. Ainsi les écoles, les clubs et les associations, la maison relais et les

crèches, l'administration communale, la commission communale de l'intégration, la commission de l'égalité des chances et bien d'autres ont été consultés.

De plus, toute la population strassenoise a été invitée à participer à un sondage online sous forme de questionnaire.

Après cette première étape un bilan de l'étude réalisée a été présenté fin 2020.

Strassen a toujours été une commune très accueillante et en 2009 elle a été la première commune au Luxembourg à proposer un service dédié à l'intégration. La responsable de ce service a inscrit ses activités sous le thème « Together better ». C'est elle qui présente la commune aux nouveaux arrivants en leur donnant le « Welcome book » et en étant à l'écoute de leurs questions, suggestions et de leurs doléances. Depuis, beaucoup de projets et de manifestations ont été organisés afin d'optimiser le vivre-ensemble: une panoplie de cours pour apprendre le luxembourgeois, le café des langues, une grande fête populaire tous les deux ans, une kermesse à l'ancienne, le marché bimensuel, une sensibilisation pour l'inscription sur les listes électorales (pour les élections communales 5 ans de résidence au



Luxembourg sont requis) afin de remédier à un déficit démocratique, la fête des voisins, des projets communaux de création de logements, etc.

Mais malgré toutes ces actions et les services proposés, l'étude a montré qu'il reste encore beaucoup à faire afin de satisfaire au mieux les attentes et les besoins de nos résidents.

RAPPORTS GILD AU FORUM STATUTAIRE DU 12 FÉVRIER 2021 (VOIR [DOCUMENTS](#))

Liisa ANSALA (Finlande)

- Révision des Règles et Procédures du Congrès - Dispositions relatives à l'éthique (co-rapporteuse)

Thomas ANDERSSON (Suède) et Ilsur METSHIN (Fédération de Russie)

- Le travail de la jeunesse : le rôle des pouvoirs locaux et régionaux (co-rapporteurs)

Marc COOLS (Belgique)

- Suivi de la Charte européenne de l'autonomie locale: Hongrie (co-rapporteur)

Amelie TARSchYS INGRe (Suède)

- Le statut des villes capitales (rapporteuse)

RAPPORTS GILD AU FORUM STATUTAIRE DU 7 DÉCEMBRE 2020 (VOIR [DOCUMENTS](#))

Marc COOLS (Belgique)

- Rapport d'enquête sur la réforme territoriale en Lettonie (co-rapporteur)

Harald BERGMANN (Pays-Bas)

- Manuel des droits de l'homme sur les droits sociaux (vol. II) (rapporteur)

Wilma DELISSEN VAN TONGERLO (Pays-Bas)

- Développer les interactions entre les milieux urbains et ruraux (co-rapporteur)

Strassen va donc élaborer son propre plan communal d'intégration en se basant sur les résultats de l'analyse préliminaire et en associant la collaboration du service de l'intégration du ministère compétent. Le guide pratique PCI élaboré par le ministère de la Famille, de

l'Intégration et de la Grande Région en collaboration avec le Syvicol (Syndicat des villes et des communes luxembourgeoises) est un instrument précieux qui permet d'accompagner au mieux les autorités locales dans le développement de stratégies et d'actions qui permettent un vivre-

ensemble harmonieux dans chaque commune. Pour tous les intéressés voici le lien pour retrouver [ce guide pratique](#).

LES MUNICIPALITES PEUVENT ET DOIVENT ETRE LES PRECURSEURS

Andrei Novikov, Vice-président du Congrès et Adjoint au maire de Tallin, Estonie



Les municipalités et les villes ont un grand potentiel pour définir les lignes directrices de la politique nationale, voire de la politique régionale interétatique. Je crois que Tallinn prend très au sérieux la réalisation de ce potentiel. La ville a pu mettre en œuvre des initiatives paneuropéennes avec un impact réel de grande envergure. L'un de ces exemples est le virage décisif pris par Tallinn dans le sens de l'écologie et du développement durable. En 2006, le maire de Tallinn Jüri Ratas a proposé à la Commission européenne de créer le titre de Capitale verte européenne. Aujourd'hui, la Capitale verte européenne est un prix accompli qui encourage et reconnaît les efforts des autorités locales pour créer un environnement plus écologique.

La deuxième initiative qui a valu à Tallinn une reconnaissance

internationale remonte à 2011, lorsque la ville a décidé d'instaurer la gratuité des transports publics pour ses habitants. Cette initiative a apporté un soutien économique et social à la population dans le contexte des conséquences de la crise économique 2008-2009, ainsi qu'un soutien à l'environnement.

La gratuité des transports publics pour tous les citoyens a été une initiative pionnière qui a suscité une prise de conscience en Europe et dans le monde. La solution mise en place à Tallinn est remarquable car, grâce à ce service quotidien, il est possible de soulager simultanément de nombreux problèmes. En mars 2020, Luxembourg a été une autre ville à mettre en œuvre la gratuité des transports publics.

Dans de nombreux pays, le transport constitue une dépense importante pour les ménages. Une grande partie des dépenses quotidiennes de la population est liée à la mobilité. Cela entraîne à son tour d'autres difficultés. Par exemple, lors de la crise économique de 2008, nous avons vu des situations où la recherche

d'emploi était parfois entravée parce que les chômeurs ne pouvaient pas payer un ticket de bus pour se rendre à un entretien d'embauche.

En même temps, la grande majorité des Etats ou des municipalités subventionnent de toute façon les transports publics. La subvention représente le plus souvent 50 à 70 % du prix du ticket. Tallinn subventionnait également à la hauteur de 70 % les transports urbains avant le passage vers la gratuité - de là à subventionner totalement, il ne restait plus qu'un pas à faire. Je pense que dans de nombreuses municipalités, cela pourrait également être une question de réflexion pour les décideurs politiques.

Outre le prix, l'amélioration de la mobilité dépend en grande partie de la qualité des transports publics. L'utilisation de véhicules anciens et polluants pour le transport public affecte à la fois l'impact environnemental et la réputation des transports publics aux yeux des citoyens. Nous avons constaté que le nettoyage plus fréquent des véhicules et l'introduction de nouveaux bus ont permis d'augmenter de manière significative l'utilisation des transports publics. J'appelle les autres villes à trouver des solutions similaires qui tiennent compte des diverses complexités urbaines et s'attaquent aux problèmes sociaux, économiques et de cohésion.

LA PANDEMIE ENTRAINÉ UN CHANGEMENT DU MODE DE TRAVAIL MUNICIPAL ET LE DEVELOPPEMENT DU VOLONTARIAT

Evgenii Zabolotnyi, Président de la Douma de la ville de Tioumen, Fédération de Russie

En 2021, la Russie, comme toute l'Europe, reste confinée. En cette période de défis, de nouvelles questions sont au centre des préoccupations des autorités municipales, dont les plus importantes sont l'organisation du travail des autorités municipales et le soutien apporté aux entreprises et aux citoyens.

En pleine pandémie, la Douma [conseil municipal] de la ville de Tioumen, organe représentatif du pouvoir, a été « mise en ligne ». La numérisation effectuée avant la pandémie nous a facilité la tâche : sur le site officiel de la Douma avaient été mis en place un "journal du député" qui publie tous les documents importants pour le travail des élus ainsi que les rubriques pour les citoyens "propositions relatives aux projets de décision" et "liste des demandes", à travers lesquelles les résidents peuvent s'informer sur les actions de la Douma et exprimer leurs souhaits. Toutes les permanences des députés dans la ville de Tioumen sont équipées pour le travail en ligne et la réception à distance des citoyens.

Nous avons adapté le règlement de la Douma pour assurer la prise de décisions dans les nouvelles conditions. L'essentiel était de pouvoir organiser nos réunions à distance. Une partie des conseillers ont pu continuer à siéger en salle tout en respectant les mesures épidémiologiques. Pendant cette période nous avons pu décider du soutien aux citoyens à faible revenu et des aides aux résidents dont les maisons ont été endommagées. La charge fiscale pour diverses catégories d'entreprises a été réduite, la redevance des entrepreneurs pour l'utilisation des biens municipaux a été réduite elle aussi, les entrepreneurs utilisant des terrains pour la construction d'installations sportives et la mise en œuvre de projets d'investissement ont été exemptés de la taxe foncière.

Pendant la pandémie, les habitants de la ville sont devenus des usagers

actifs des technologies modernes dans le cadre de la démocratie électronique. La Douma a organisé un échange continu entre les députés et la population - les citoyens nous ont envoyé des propositions par le site web officiel de la Douma et ont pu contacter leurs élus à distance.

Nous avons profité des périodes d'assouplissement des restrictions pour organiser des audiences publiques sur le projet de budget de la ville et d'autres questions importantes. Personne ne sait mieux que les élus municipaux comment vivent les gens ordinaires, quelles questions ils se posent, quels sont leurs besoins. Notre travail avec les citoyens prend plusieurs directions. La résolution de « macro-problèmes » en est une – ce travail s'adresse à un grand nombre de résidents de la ville : par exemple, l'éclairage supplémentaire dans des cours d'immeubles, l'aménagement de parkings et de nouveaux arrêts de bus. Ces travaux, comme beaucoup d'autres, ont été fixés dans la liste des demandes des habitants adressées aux élus et doivent être exécutés. Une autre direction est la résolution de micro-problèmes – assistance ciblée aux personnes en situation difficile, notamment les personnes âgées et les citoyens souffrant de maladies chroniques. Pendant la pandémie, les conseillers ont organisé le travail bénévole – nous avons acheté et livré de la nourriture et des médicaments et nous avons aussi aidé à résoudre quelques problèmes du quotidien.

Le centre de bénévolat de la Douma est devenu une plate-forme qui fait autorité et dont les participants sont guidés par les principes de soutien mutuel, d'engagement et de volonté d'aider. Le centre reçoit des demandes des citoyens, les analyse, prend des décisions sur l'assistance à fournir et contrôle la mise en œuvre. Dans le contexte actuel, les résidents ont souvent besoin non seulement d'un soutien matériel et d'une aide au quotidien, mais aussi d'une attention humaine : soin et gentillesse, contact humain et compassion. Ces sujets sont pertinents à tout moment et pour toute ville. Je pense que notre travail conjoint sur ces questions au sein de la Chambre des pouvoirs locaux du Congrès et l'échange d'expérience et de savoir-faire conduiront au développement de nouvelles orientations de travail dans nos municipalités.

Information : La ville de Tioumen, la Fédération de Russie, a été fondée au-delà de l'Oural en 1586. La population de la ville est de 789 000 personnes. La ville est classée chaque année dans le top 100 des villes russes en termes de qualité de vie. La Douma de la ville de Tioumen est composée de 36 députés qui travaillent dans cinq commissions permanentes couvrant tous les domaines de la vie de la ville.



NOUS CONTACTER : Tél: +33 3 8841 2682 email: maria.bigday@coe.int

Page web: <http://www.congress-political-groups.eu/en/5-ildg/>

